

Panel régional de conjoncture

Suivi de la situation économique

Juillet 2014



Panel régional de conjoncture

Suivi de la situation économique

Juillet 2014

Methodologie

Les résultats présentés sont issus du panel de conjoncture « suivi de la situation économique » CCIR / CCIT de Rhône-Alpes.

378 TPE-PME représentatives de l'industrie, du BTP, du commerce et des services, interrogées dans l'ensemble des départements de Rhône-Alpes du 30 juin au 13 juillet 2014.

Bien qu'en légère amélioration, le bilan du deuxième trimestre pour les TPE-PME apparaît globalement défavorable, dans la continuité des précédents trimestres.

Les baisses de chiffres d'affaires sont restées plus nombreuses que les hausses, en particulier dans le BTP et dans l'hôtellerie-restauration. La situation s'est dégradée dans le commerce de gros. Le bilan est par contre équilibré pour l'industrie et pour les PME d'au moins 50 salariés.

Les entreprises ont encore été pénalisées par le manque de vigueur de l'activité mais aussi, de plus en plus, par l'instabilité et la complexité réglementaires. Ce problème est dénoncé par de nombreux chefs d'entreprise. Bien qu'en recul, les difficultés de trésorerie demeurent à un niveau élevé, en raison notamment de l'insuffisance de chiffre d'affaires et, de plus en plus, de la réduction des marges et des retards de règlement.

Globalement, les prévisions des TPE-PME pour le troisième trimestre ne laissent augurer aucune amélioration à court terme et les perspectives pour l'ensemble de l'année demeurent défavorables.

On note néanmoins un mieux dans l'industrie et des perspectives favorables pour les entreprises exportatrices.

Les prévisions en matière d'évolution de l'emploi sont à la stabilité.

L'investissement apparaît également stable mais les entreprises lançant de nouveaux projets sont toujours peu nombreuses.

Activités

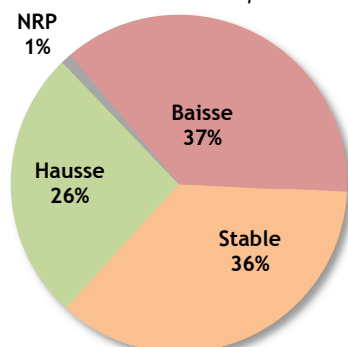
BIEN QU'EN LEGERE AMELIORATION, LE BILAN TRIMESTRIEL EST TOUJOURS DEFAVORABLE

Au deuxième trimestre, à peine plus d'un quart des TPE-PME de Rhône-Alpes (26%) disent avoir observé une progression de leur chiffre d'affaires, par rapport à la même période de 2013. 37% déplorent une baisse, soit un solde « part à la hausse - part à la baisse » de -11, comparable à ceux enregistrés au premier trimestre (-13) et lors des précédents trimestres. **L'activité reste donc globalement mal orientée, ainsi que le laissaient présager les prévisions exprimées par les chefs d'entreprise début avril.**

Comme au premier trimestre, les résultats sont particulièrement défavorables dans **l'hébergement-restauration** où plus de la moitié des TPE-PME déclare un chiffre d'affaires en baisse. Le solde entre hausses et baisses dans ce secteur est de -40. De manière générale, **les activités tertiaires tournées vers les particuliers** ont encore été mal orientées au deuxième trimestre, avec un solde « hausses - baisses » de -19, même si dans le commerce de détail les hausses de chiffres d'affaires ont été presque aussi nombreuses que les baisses.

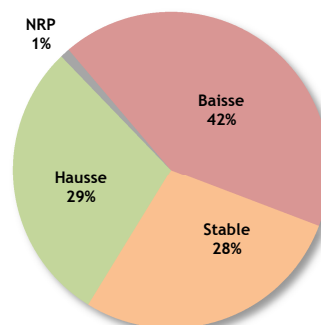
Quelle tendance en termes de chiffre d'affaires pour le deuxième trimestre (par rapport au deuxième trimestre 2013)

Source : CCIR Rhône-Alpes



Quelle évolution du chiffre d'affaires pour le 1^{er} trim. 2014 par rapport au 1^{er} trim. 2013 ?

Source : CCIR Rhône-Alpes



Le solde « part à la hausse - part à la baisse » apparaît aussi très négatif dans le **BTP**, où seule une TPE-PME sur sept a bénéficié d'une hausse de chiffre d'affaires. Dans le **commerce de gros**, les baisses sont supérieures de 18 points aux hausses. Globalement, les **services aux entreprises** sont un peu moins bien orientés qu'au premier trimestre, avec un solde « hausses - baisses » de -9. La situation est cependant moins dégradée qu'en début d'année dans le **transport-logistique** (solde de -7) et les hausses apparaissent toujours plus nombreuses que les baisses dans l'informatique (solde de +6).

Dans ce contexte général difficile, **l'industrie** se distingue par un équilibre parfait entre hausses et baisses de chiffres d'affaires (36% des TPE-PME témoignent d'une évolution positive, 36% d'une évolution négative).

Comme au premier trimestre, la situation est aussi plus favorable pour **les entreprises exportatrices**. Le solde « hausses - baisses » devient même légèrement positif (+3) pour ces entreprises, avec 37% des TPE-PME bénéficiant d'une augmentation de chiffre d'affaires.

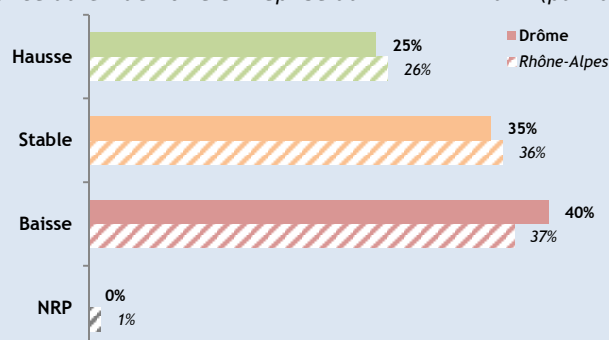
Comme en début d'année, **les PME d'au moins 50 salariés** « tirent mieux leur épingle du jeu » que les TPE-PME de plus petite taille. Elles sont aussi nombreuses à enregistrer une hausse de chiffre d'affaires qu'une baisse, alors que le solde « hausses - baisses » est de -12 pour les TPE et de -18 pour les PME de moins de 50 salariés.

Zoom sur les résultats drômois

53 entreprises drômoises ont répondu à cette dernière enquête.

| Secteur | Nbre |
|--------------|-----------|
| Industrie | 28 |
| Serv. E/ses | 13 |
| Commerce | 10 |
| BTP | 2 |
| Serv. Pers. | 0 |
| Total | 53 |

Quelle a été la tendance du CA de votre entreprise au 2^{ème} trim. 2014 (par rapport au 2^{ème} trim. 2013) ?



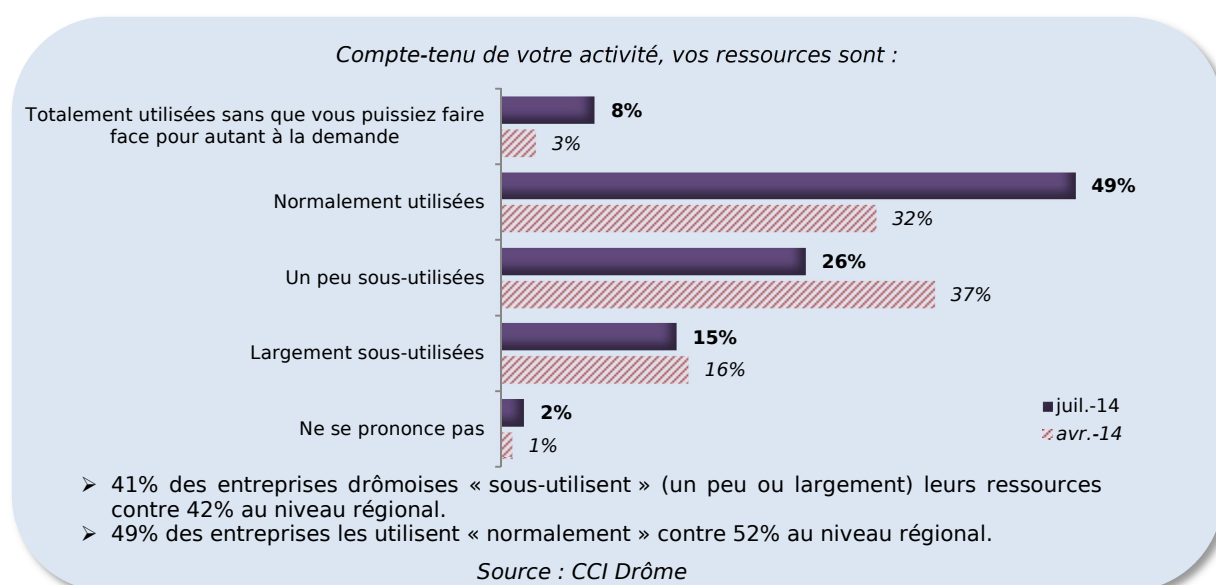
LES CAPACITES DE PRODUCTION SONT LEGEREMENT MIEUX UTILISEES

Au début de l'été, **51% des TPE-PME disaient utiliser normalement leurs capacités de production et 6% estimaient les utiliser en totalité sans pouvoir faire face à toute la demande.** Soit pour l'ensemble un total de 57%, supérieur de 4 points à celui mesuré 3 mois plus tôt et assez comparable à celui observé un an auparavant en juillet 2013.

On constate en particulier une amélioration, relative, dans le BTP ainsi que dans le transport-logistique où désormais les trois-quarts des entreprises déclarent utiliser normalement ou en totalité leurs moyens de production. Cette proportion est également élevée dans l'informatique (71%).

La part des entreprises disant souffrir d'une large sous-utilisation de leurs capacités de production reste cependant à un niveau élevé (12%). Cette proportion est un peu supérieure dans le BTP ; elle monte à 18% dans l'industrie et culmine à 22% dans le commerce de gros.

Les PME d'au moins 50 salariés sont toujours proportionnellement un peu plus nombreuses à utiliser normalement ou en totalité leurs capacités de production (63%) que les TPE-PME de moins de 50 salariés (55%).



LES ENTREPRISES DENONCENT DE PLUS EN PLUS LA COMPLEXITE ET L'INSTABILITE DE LA REGLEMENTATION

Interrogées sur les freins au développement de leur activité, les TPE-PME citent toujours en premier le **manque de vigueur de l'activité**. Elles sont 65% à l'évoquer. Cette proportion est quasiment identique à celle mesurée début avril. C'est dans le commerce de gros (81%) et le BTP (74%) qu'elle est la plus forte.

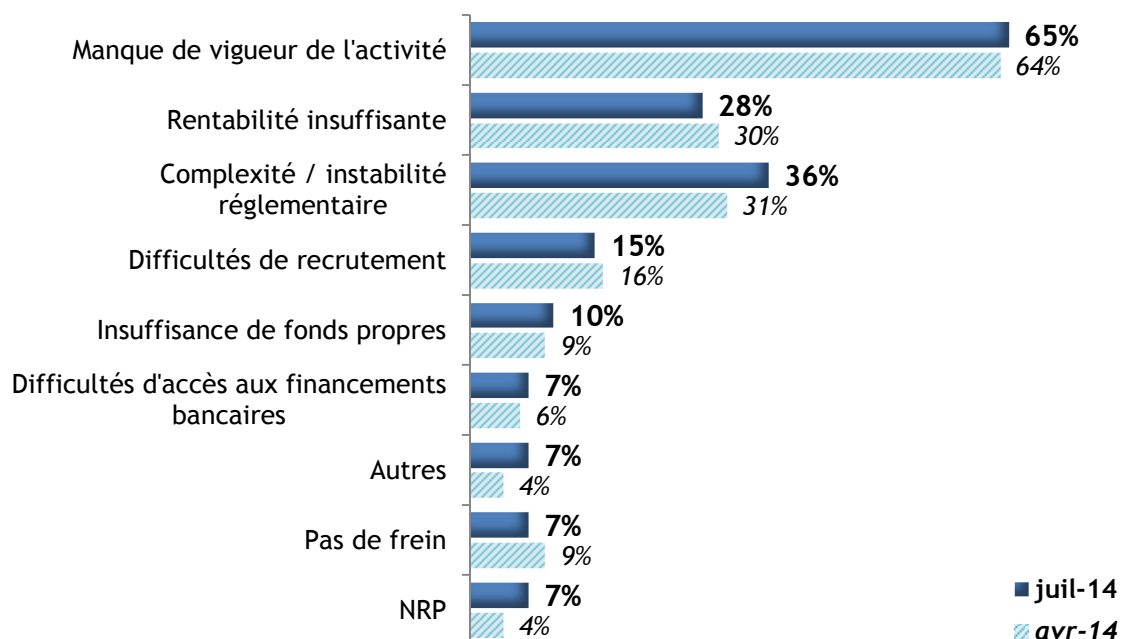
Le point majeur à souligner est la **forte poussée des citations de l'instabilité/complexité réglementaire**. Ce frein est au plus haut. Il est désormais cité par 36% des chefs d'entreprise. Le record enregistré début avril est dépassé de 5 points. La proportion de TPE-PME mentionnant ce frein est forte **pour toutes les tailles d'entreprises**. Elle atteint son maximum dans l'immobilier (56%), le tourisme (44%) et le commerce de gros (41%) mais, globalement, elle est élevée **pour tous les secteurs d'activité**.

Des commentaires spontanés soulignent des difficultés liées à l'évolution de la fiscalité ou aux contraintes réglementaires. Différentes évolutions sont dénoncées, par exemple dans le domaine de l'apprentissage, mais globalement la montée du ressentiment des chefs d'entreprise n'apparaît pas liée à une mesure particulière mais plutôt à un ensemble global de dispositions.

De manière générale les autres freins sont stables ; c'est le cas de la rentabilité insuffisante qui avec un taux de citation de 28% demeure le troisième frein le plus mentionné par les chefs d'entreprise. Elle est plus particulièrement mise en avant dans le transport-logistique (43%) et le BTP (37%).

Le développement de votre entreprise est-il affecté ou freiné par (plusieurs réponses possibles)

Source : CCIR Rhône-Alpes



Pour les entreprises drômoises, les 3 principaux freins sont :

- ☞ Le manque de vigueur de l'activité : 49% (-12 points par rapport à l'enquête précédente) ;
- ☞ La complexité/instabilité réglementaire : 43% (+9 points) ;
- ☞ Une rentabilité insuffisante : 28% (+4 points).

LES DIFFICULTES DE TRESORERIE SE REPLIENT MAIS RESTENT A UN HAUT NIVEAU

Début juillet, **37% des TPE-PME déclaraient connaître une situation de trésorerie difficile ou très difficile**. C'est quatre points de moins que début avril mais deux points de plus qu'en début d'année. Un an auparavant, début juillet 2013, elles étaient 34% à se dire dans cette situation.

Par rapport au printemps, on observe une certaine réduction des difficultés de trésorerie dans **les services informatiques, le commerce de détail et l'hôtellerie-restauration** même si la proportion d'entreprises touchées dans ces deux derniers secteurs reste élevée (respectivement 41% et 44%). Les difficultés se sont par contre un peu accrues dans **le BTP** où elles concernent désormais un peu plus d'une entreprise sur deux.

Les TPE et les PME de moins de 50 salariés rencontrent toujours plus de difficultés de trésorerie (respectivement 41% et 39%) que les PME d'au moins 50 salariés (32%), même si la différence est moins nette que précédemment.

Les entreprises exportatrices ne sont que 29% (-3 points) à observer des difficultés de trésorerie.

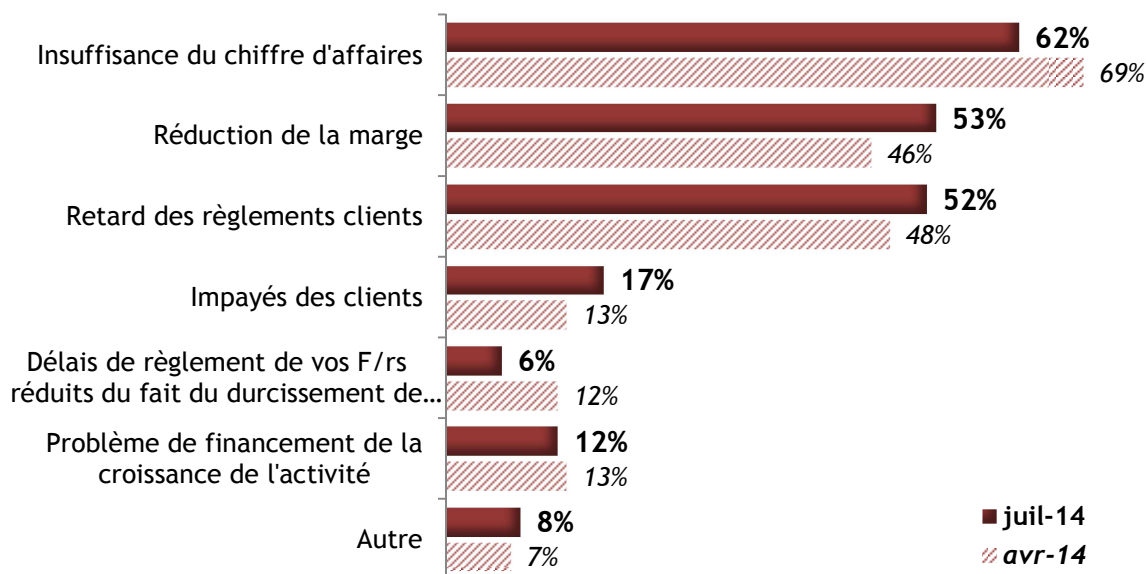
Selon les chefs d'entreprise connaissant des difficultés de trésorerie, **l'insuffisance du chiffre d'affaires** demeure la première raison expliquant ces difficultés. 62% d'entre eux mettent en avant ce motif ; c'est cependant 7 points de moins qu'en avril. La deuxième source de difficulté est

désormais la réduction des marges (53%, +7 points) qui devance les retards de règlement (52%, +4 points).

La réduction des marges est citée par plus de six entreprises sur dix dans le BTP et par 57% des TPE-PME du commerce de gros et de l'hôtellerie-restauration.

Les retards de règlements sont en hausse et particulièrement élevés dans le transport-logistique (taux de citation de 82%) ; dans ce secteur ils sont le premier élément explicatif des difficultés de trésorerie. Ils sont aussi beaucoup mentionnés dans le commerce de gros (7%, comme en avril).

*Pour les entreprises dont la situation financière est difficile ou très difficile, les causes sont les suivantes (plusieurs réponses possibles)
Source : CCIR Rhône-Alpes*



26% (-19 points) des entreprises drômoises jugent leur situation de trésorerie « difficile » et 8% (+8 points) « très difficile ».

Les 3 principales causes de ces difficultés sont :

- ☞ Le retard des règlements client : 86% (+18 points par rapport à l'enquête précédente) ;
- ☞ La réduction de la marge : 57% (+4 points) ;
- ☞ L'insuffisance du CA : 48% (-15 points).

AUCUNE AMELIORATION N'EST PREVUE A COURT TERME

15% des TPE-PME interrogées début juillet prévoient une augmentation de leur chiffres d'affaires au troisième trimestre, 32% anticipaient une baisse, soit un solde « part à la hausse - part à la baisse » de -17. **Ces prévisions sont plus négatives que celles formulées au début du printemps pour le deuxième trimestre et ne laissent augurer aucune amélioration de l'activité.**

Les perspectives varient très fortement suivant les secteurs d'activité. Les TPE-PME du secteur de l'hôtellerie-restauration (solde « hausses - baisses » de -43), du commerce de gros (-37), du transport-logistique (-35) et du BTP (-34) sont très pessimistes. A l'inverse, le solde « hausses-baisses » est **équilibré pour l'informatique et le tertiaire supérieur et légèrement positif (+3) dans l'industrie.** Par rapport aux prévisions faites début avril pour le deuxième trimestre, on observe une nette dégradation des perspectives dans **le commerce de gros.**

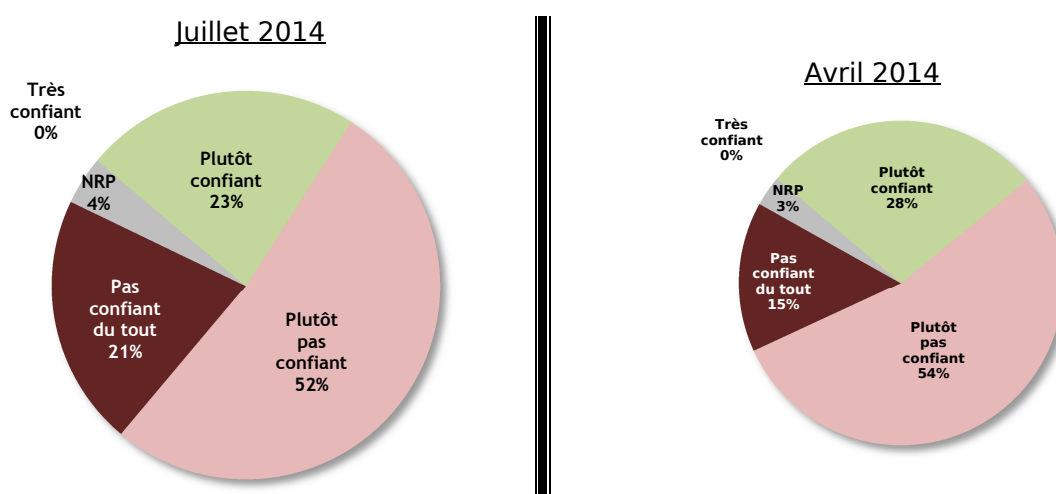
32% des entreprises exportatrices envisagent une hausse de chiffre d'affaires au troisième trimestre contre seulement 25% qui redoutent une baisse, soit un solde « hausses - baisses » positif de +7.

Les entreprises d'au moins 50 salariés sont un peu moins pessimistes (solde de -8) que les TPE et les PME de moins de 50 salariés.

Les chefs d'entreprises témoignent d'une forte défiance quant au climat économique général, encore plus marquée que les trimestres précédents. Aucun d'entre eux ne se dit « très confiant » et ils ne sont plus que 23% à se dire « plutôt confiant » (-5 points par rapport à avril et janvier).

La part des « pas du tout confiant » s'établit à 21 %, en progression de 6 points en 3 mois. La proportion d'entrepreneurs « pas du tout ou plutôt pas confiant » monte à 73%, soit un niveau identique à celui mesuré un an auparavant, en juillet 2013. Elle est nettement majoritaire dans tous les secteurs d'activité et particulièrement élevée dans l'hôtellerie-restauration et dans l'immobilier. En trois mois, elle a fortement progressé dans le commerce de gros.

Quel est votre ressenti sur la situation économique générale - Source : CCIR Rhône-Alpes



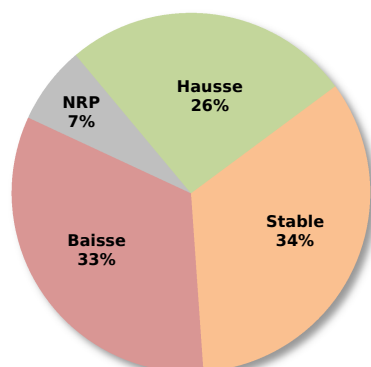
En Drôme, 28% des entreprises sont « plutôt/très » confiantes :

| Secteur | Nbre | Industrie | Serv. E/ses | Commerce | BTP | Serv. Pers. |
|----------------------|-----------|-----------|-------------|-----------|----------|-------------|
| Très confiant | 1 ↗ | 1 | | | | |
| Plutôt confiant | 14 ↗ | 11 | 2 | | 1 | |
| Plutôt pas confiant | 25 ↘ | 13 | 6 | 5 | 1 | |
| Pas du tout confiant | 12 ↘ | 3 | 4 | 5 | | |
| NRP | 1 | | 1 | | | |
| Total | 53 | 28 | 13 | 10 | 2 | |

LES PERSPECTIVES POUR L'ENSEMBLE DE L'ANNEE 2014 RESTENT NEGATIVES

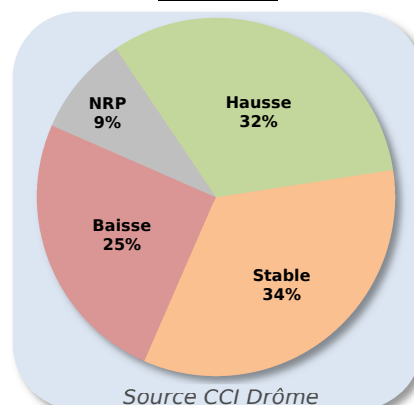
Interrogées début juillet sur leurs perspectives pour l'ensemble de l'année 2014, 26% des TPE-PME pensent que leur chiffre d'affaires va augmenter, 33% qu'il va baisser, soit un **solde « part à la hausse - part à la baisse » de -7, très comparable à celui mesuré début avril (-6)**. Pour rappel ce solde était équilibré (-1) début janvier. Si elles sont négatives, ces perspectives sont relativement moins défavorables que celles observés il y a un an à la même époque pour l'année 2013 (solde de -18).

Quelle tendance pour 2014 pour votre chiffre d'affaires (par rapport à 2013) ?
 En Rhône-Alpes



Source CCIR Rhône-Alpes

En Drôme



Source CCI Drôme

Les prévisions pour 2014 sont extrêmement variables suivant les secteurs, de manière encore plus marquée qu'au début du printemps.

Les entreprises de l'hôtellerie-restauration (solde « hausses - baisses » de -40) et du BTP (-32) sont les plus pessimistes ; elles le sont encore plus qu'il y a trois mois. **Les activités tertiaires, commerce et services, dédiées aux entreprises sont également beaucoup plus pessimistes (solde de -8, en recul de 17 points en trois mois)** et la différence avec les activités tertiaires tournées vers les particuliers (solde de -23) s'estompe. **Les perspectives s'améliorent sensiblement dans le transport-logistique tout en restant négatives (solde de -8).**

Équilibrées début avril, les perspectives **deviennent nettement positives dans l'industrie (+16)** ; 38% des entreprises industrielles s'attendent à une hausse de chiffre d'affaires. Elles sont aussi positives pour les entreprises exportatrices (+18).

LES PRINCIPALES CLEFS DU DEVELOPPEMENT SONT TOUJOURS LA CONQUETE DE NOUVEAUX MARCHES EN FRANCE, L'INNOVATION ET LA DIVERSIFICATION

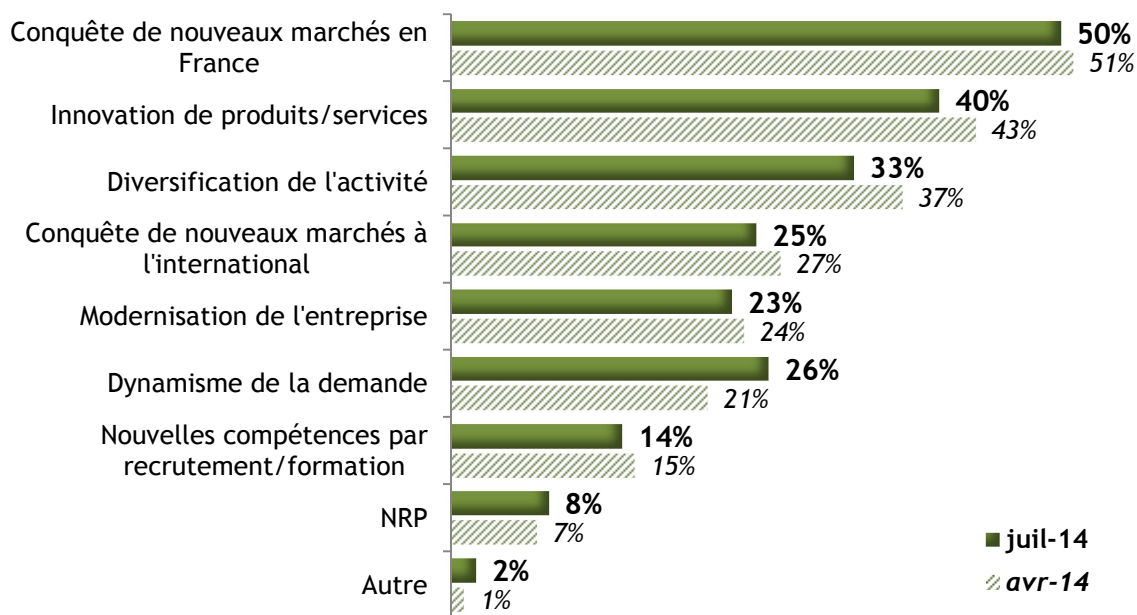
Interrogées sur les éléments sur lesquels ils s'appuient pour développer leur activité, les chefs d'entreprise citent toujours en premier lieu **la conquête de nouveaux marchés en France (50% le citent, -1 point par rapport à avril)**. Le tiercé de tête reste inchangé avec au deuxième rang **l'innovation des produits ou des services (40%, -3)** et en troisième position **la diversification (33%, -4)**.

La principale évolution concerne **le dynamisme de la demande**. Cet élément est sensiblement plus cité qu'en avril (26%, +5 points), dans la plupart des secteurs. Il est en particulier relevé par 34% des TPE-PME du commerce de détail et 31% des hôteliers-restaurateurs. On peut se demander, au vu du scepticisme sur le climat économique général de ces secteurs d'activité, si en citant cet item certains chefs d'entreprises n'expriment pas surtout un espoir ou un besoin, beaucoup plus qu'un ressenti.

54% des industriels disent assurer le développement de leur activité par la conquête de nouveaux marchés à l'international. Comme précédemment, il s'agit là d'un niveau comparable de citation à celui observé pour l'obtention de nouveaux marchés en France. **Quant aux entreprises exportatrices, la conquête de nouveaux marchés à l'international est le levier le plus fréquemment cité (2/3 des entreprises).**

C'est dans le transport-logistique (46%) et, à un degré moindre, dans le BTP (40%) que la part des entreprises recherchant **une diversification de leur activité** est la plus forte. L'innovation est surtout mise en avant dans l'informatique et le tertiaire supérieur (53%) et dans l'industrie (50%).

Sur quels éléments vous appuyez-vous pour assurer le développement de votre activité (plusieurs réponses possibles) - Source : CCIR Rhône-Alpes



Pour les entreprises drômoises, les 4 principaux éléments de développement sont :

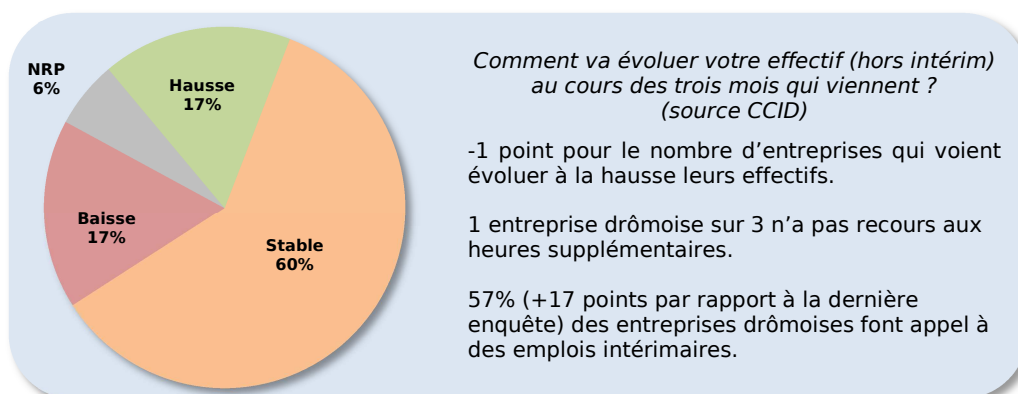
- ☞ La conquête de nouveaux marchés en France : 60% (+13 points par rapport à l'enquête précédente) ;
- ☞ L'innovation de produits/services : 57% (+15 points) ;
- ☞ La diversification de l'activité : 42% (-3 points) ;
- ☞ La modernisation de l'entreprise : 34% (inchangé).

Perspectives en matière d'emploi et d'investissement

LES PERSPECTIVES EN MATIERE D'EMPLOI DEMEURENT GLOBALEMENT STABLES

Comme au trimestre précédent, malgré l'évolution défavorable de l'activité, les perspectives d'emploi sont globalement stables : **début juillet, les trois-quarts des TPE-PME pensent conserver un effectif stable durant l'été, 11% pensent le réduire et 12% l'augmenter**, soit un solde « part à la hausse - part à la baisse »¹ de +1 (ce solde était de zéro début avril).

Cette stabilité générale cache **des situations assez contrastées suivant les secteurs d'activité**. Le solde « hausses - baisses » est en effet assez négatif dans le commerce de gros (-15, en nette dégradation), le BTP (-14 comme début avril) et l'hôtellerie-restauration (-12). Il se révèle à l'inverse **positif dans l'informatique/tertiaire supérieur (+17)**. Les hausses envisagées d'effectif sont aussi un peu plus nombreuses que les baisses dans l'industrie (+6). Si le solde demeure négatif dans le transport-logistique (-3), il se redresse de 15 points en 3 mois.



Comme début avril, on n'observe pas de différence significative dans les perspectives d'emplois suivant la taille des entreprises.

Les TPE-PME qui augmentent le recours aux heures supplémentaires (7%) sont toujours moins nombreuses que celles qui le diminuent (11%), soit un solde « hausses - baisses » de -4. Ce solde était début avril de -11, la tendance est donc un peu moins négative qu'au début du printemps. La baisse du recours aux heures supplémentaires est toujours marquée dans le BTP (solde de -23). Elle est sensible dans le transport-logistique et l'hôtellerie-restauration (-10). On observe une stabilité dans l'industrie, alors que la tendance était à la baisse les trimestres précédents, ainsi que dans les services informatiques.

L'intérim est également légèrement orienté à la baisse, de manière un peu moins sensible que début avril. 8% des entreprises font plus appel à l'intérim, 11% y ont moins recours (soit un solde « hausses - baisses » de -3 à comparer au solde de -5 enregistré en avril). L'intérim est toujours en très fort repli dans le BTP. Il est par contre en augmentation dans l'industrie (+8).

¹ Il s'agit d'un solde en nombre d'entreprises et non en nombre d'emplois.

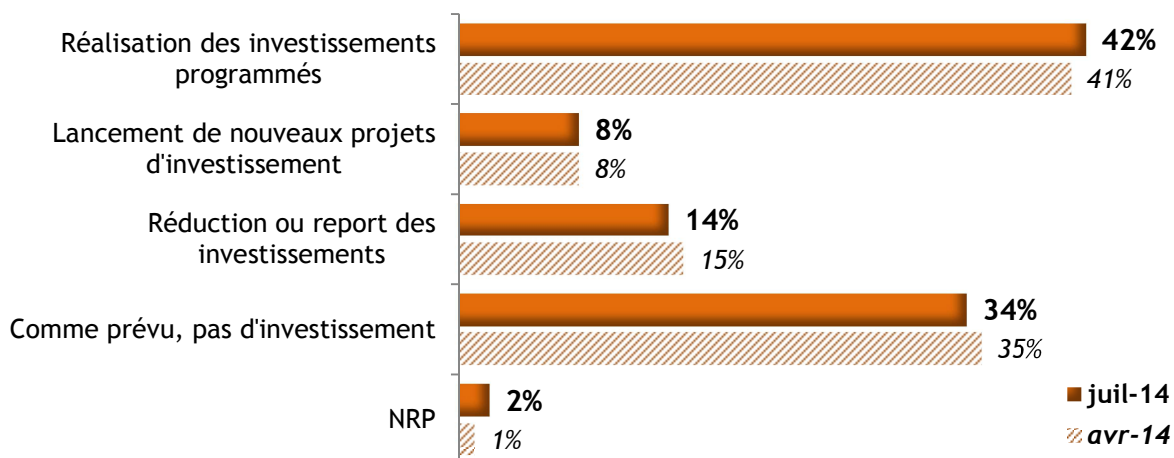
L'INVESTISSEMENT RESTE STABLE MAIS LES NOUVEAUX PROJETS SONT RARES

Au début de l'été, **42% des TPE-PME** disaient être dans une logique de réalisation des investissements programmés, soit un pourcentage identique à celui de début avril (+1 point).

La part des entreprises déclarant lancer de nouveaux projets d'investissement reste très faible, 8% comme en avril (-9 points par rapport à janvier).

Au total, la moitié exactement des entreprises dit être dans une logique d'investissement. En juillet 2013, 46% des TPE-PME pensaient investir.

En termes d'investissement, vous êtes plutôt dans une logique de :
Source CCIR Rhône-Alpes



Deux tiers des entreprises du BTP ne comptent pas investir. C'est dans ce secteur que cette part est la plus importante. Elle est aussi très élevée (60%) dans le commerce de détail et l'hôtellerie-restauration.

Entre avril et juillet, on n'observe pas d'évolution marquante dans les intentions d'investissement selon le secteur d'activité ou la taille des entreprises ; même si on peut relever que les PME d'au moins 50 salariés qui ne comptent pas investir sont un peu moins nombreuses.

En Drôme, en termes d'investissement, les entreprises sont dans une logique de :

- ☞ Réalisation des investissements programmés : 38% (-2 points par rapport à la dernière enquête) ;
- ☞ Lancement de nouveaux projets d'investissement : 23% (+11 points) ;
- ☞ Réduction ou report des investissements programmés : 21% (+9 points) ;
- ☞ Comme prévu, pas d'investissement : 19% (-13 points).

REMERCIEMENTS

La Chambre de Commerce de la Drôme remercie les entreprises interrogées ayant permis, par leur contribution, à la réalisation de cette enquête de conjoncture.



Franck Guigard - Chargé de mission Intelligence Economique

52 - 74 rue Barthélemy de Laffemas - BP 1023

26010 Valence Cedex

T. 04 75 75 87 24 - F. 04 75 75 87 02

www.drome.cci.fr